



INFO APL # 05

L'Association des professeurs de Lignery

36, boul. Taschereau, C.P. 35, La Prairie (Québec) J5R 3Y1



☎ (450) 659-5491 ou sans frais (514) 877-5000 – Tonalité – (450) 659-5491

☎ (450) 659-8743 ou sans frais (514) 877-5000 – Pause – (450) 659-8743

Courriel : z27_lignery@csq.qc.net

Site web : www.lignery.csq.qc.net

2006-11-08
Vol. 33 No. 05

Deux sorties publiques de la FSE

- *Les 70 ans du syndicalisme enseignant au Québec.*
- *Les enseignants n'appliqueraient pas les programmes de la réforme ?*

Les 70 ans du syndicalisme enseignant au Québec

« Continuer à se battre pour changer ce qui reste inacceptable »



Beaupré, le 2 novembre 2006. — « Le 2 novembre 1936, une trentaine d'institutrices sont réunies au couvent de La Malbaie. Quinze jours plus tôt, à l'occasion de la journée pédagogique de Charlevoix-Est, mademoiselle Laure Gaudreault avait suggéré à ses compagnes la fondation d'une association. C'est ce qu'elles vont faire, en présence de M. le chanoine Philippe Tremblay, curé de La Malbaie, et de mère Sainte-Claudia, supérieure du couvent. »

Soixante-dix ans plus tard, minute pour minute, les héritières et héritiers spirituels de Laure Gaudreault sont réunis en Conseil fédéral de la Fédération des syndicats de l'enseignement, à Beaupré, à une centaine de kilomètres du lieu de cette réunion historique, à La Malbaie, au cœur de Charlevoix.

La présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement, Johanne Fortier, a rendu hommage à cette pionnière, journaliste, institutrice, mais aussi militante syndicale et féministe avant l'heure. Elle a invité les membres du Conseil fédéral et l'ensemble des enseignantes et enseignants du Québec

à prendre la mesure du chemin accompli depuis, mais aussi à considérer le travail qu'il reste pour continuer de faire reconnaître la profession enseignante à sa juste valeur, et surtout pour faire reconnaître l'apport crucial des enseignantes et enseignants au développement de la modernité de la société québécoise.

Se battre pour une école de qualité !

Pour souligner ces 70 ans, la Fédération des syndicats de l'enseignement, en collaboration avec la Centrale des syndicats du Québec, a demandé aux enseignantes et enseignants de lui indiquer le message qu'on souhaiterait voir les organismes syndicaux acheminer en leur nom aux directions scolaires, au gouvernement et à la population en général. La carte postale lancée à l'occasion de la Journée mondiale des enseignantes et enseignants, le 5 octobre, s'intitulait « Parce que j'aime enseigner, je me bats pour une école de qualité ».

Parmi le millier de messages reçus, un peu plus de la moitié (51,5 %) réclame de meilleurs moyens d'accomplir la tâche enseignante, que ce soit en dénonçant le manque de ressources humaines et matérielles, en stigmatisant la difficulté de mener à bien la réforme avec l'intégration massive d'élèves en difficulté, ou en réclamant la diminution de la taille des groupes. Certaines missives sont carrément des appels à l'aide, devant une tâche qui n'arrête pas de s'alourdir.

Plus du tiers (36,4 %) des cartes reçues ont des messages qui peuvent être regroupés sous l'appellation « Revendication politique et sociale ». Dans ce second groupe, on retrouve des enseignantes et enseignants qui ont soif d'une plus grande reconnaissance sociale pour leur profession, qui souhaitent ardemment qu'on réinvestisse dans l'éducation, qui en ont durablement contre la loi 142 et qui refusent l'étalement des versements au titre de l'équité salariale.

Finalement, plus d'une enseignante ou d'un enseignant sur dix souhaite que ses instances syndicales fassent en premier lieu valoir sa fierté d'être enseignante ou enseignant, valorisent la passion qui l'anime et sa satisfaction à travailler avec les enfants qui feront la société de demain.

Pour Johanne Fortier, la présidente de la FSE, le syndicalisme enseignant, par la voix directe de ses membres, démontre une fois de plus qu'il n'est pas mesquin, en plaçant en tête de ses priorités l'amélioration de la qualité de l'école. Mais, il faudra aussi écouter ses revendications sur le plan des conditions de travail et de la reconnaissance sociale et être attentif aux cris d'alarme et aux appels à l'aide qu'il lance trop souvent en vain. C'est la qualité de l'éducation de nos enfants qui en dépend.

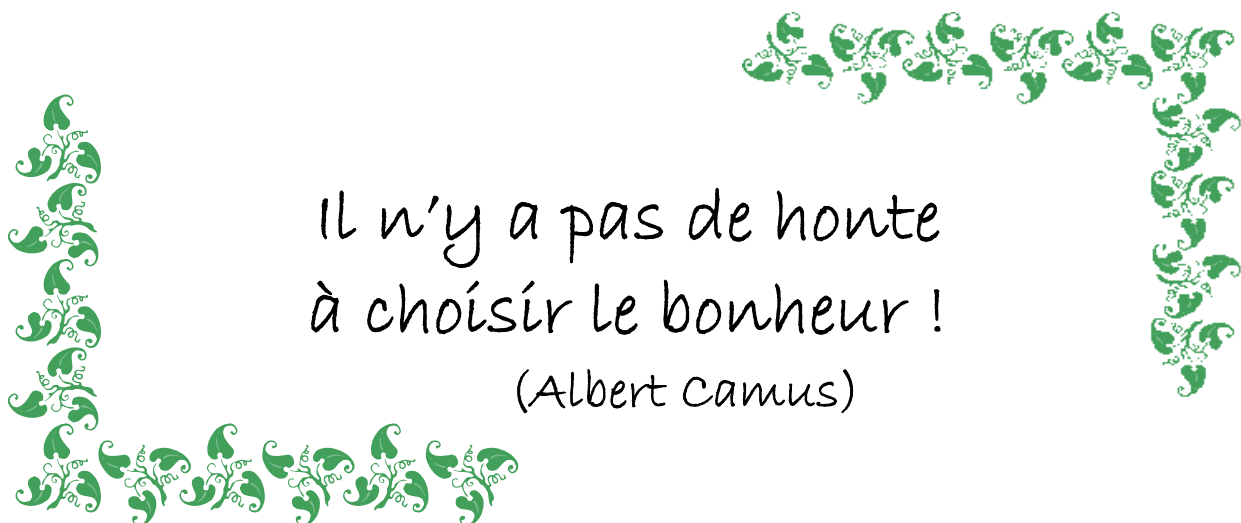
NOTES HISTORIQUES

« Enseignante et journaliste, Laure Gaudreault fonda, en 1936 dans Charlevoix, le premier syndicat d'institutrices rurales au Québec. Là-dessus elle bâtit une fédération provinciale qu'elle mena, en moins de 10 ans, à signer mille conventions collectives avec des commissions scolaires la plupart rébarbatives. Elle fut en 1946, cofondatrice et longtemps vice-présidente de la *Corporation des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec*, devenue la *Centrale de l'enseignement du Québec* » en 1967, puis la *Centrale des syndicats du Québec*, en 2000.

À l'intérieur de la Centrale, la *Commission des enseignantes et enseignants de commissions scolaires (CECS-CEQ)* voit le jour en 1978, essentiellement pour coordonner la négociation. Trois présidents se succèdent à sa tête, André Mathieu, Robert Bisailon et Hervé Bergeron. En 1988, la CECS se transforme en véritable fédération, sous le vocable *Fédération des enseignantes et enseignants de commissions scolaires*, avec Luc Savard à sa tête jusqu'en 1999. L'année précédente, les quarante-quatre syndicats membres retenaient une nouvelle appellation pour leur association, soit la *Fédération des syndicats de l'enseignement*, présidée, depuis 1999, par Johanne Fortier. En 2006, la désaffection de certains syndicats, surtout dans la région de Montréal, vient rompre, avec la création de la *Fédération autonome de l'enseignement*, l'unité syndicale préservée depuis 1936.

« En 1936... il y avait 9,000 institutrices urbaines et rurales dans la province de Québec. 7,152 d'entre elles recevaient un traitement [annuel] inférieur à 300 \$. On en trouvait 1,900 qui gagnaient moins de 200 \$. »

Les textes entre guillemets sont tirés de Les souvenirs de Laure Gaudreault : une chronique du journal L'Enseignement 1966-1967. Montréal, CEQ, 1996. Sous la coordination de Louise Pettigrew.



Il n'y a pas de honte
à choisir le bonheur !
(Albert Camus)

Les enseignants n'appliqueraient pas les programmes de la réforme ? Faux, réplique la FSE !

Québec, le 3 novembre 2006. — À la suite d'articles dans les quotidiens du matin qui prétendaient que 80 % des enseignantes et enseignants n'appliquaient pas les programmes de la réforme de l'éducation, la Fédération des syndicats de l'enseignement (CSQ) tient à se dissocier de ces affirmations. Pour Johanne Fortier, présidente de la FSE, les enseignantes et enseignants appliquent les programmes, malgré les difficultés rencontrées et les ratés constatés.

Ces difficultés et ces ratés ne sont pas liés au manque de qualification ou d'engagement des enseignantes et enseignants, comme aurait voulu récemment nous le faire croire un de ses penseurs, M. Perreynoud. Ils tiennent plutôt à un manque d'autocritique de ses concepteurs et des responsables de sa mise en œuvre.

Par ailleurs, la Fédération des syndicats de l'enseignement sait que, depuis les dernières années, devant les difficultés évidentes d'application, les enseignantes et enseignants ont recentré leur enseignement sur des approches plus systématiques. « Dès le début, nous avons tenu à ce que la pédagogie par projet ne devienne pas la seule approche pédagogique valable au regard de la réforme, mais qu'elle soit une approche parmi d'autres, que les professeurs, en vertu de leur autonomie professionnelle, pourraient retenir ou écarter », a rappelé M^{me} Fortier. La pédagogie par projet n'est pas une panacée. Elle n'est pas la mieux indiquée dans tous les cas, ni pour tous les élèves, ni pour tous les contenus.

La FSE regrette aussi que, sur la foi d'une seule information anonyme, on laisse entendre que les enseignantes et enseignants attribueraient des notes bidon. Nous ne voyons pas quel intérêt il y a à alarmer les parents à partir d'informations aussi douteuses et contraires à la réalité.

Ces précisions apportées, la FSE tient toutefois à réitérer que la réforme de l'éducation est affectée de ratés importants qui suscitent des critiques acerbes et fondées des enseignantes et enseignants. L'intégration massive des élèves en difficulté dans des classes par ailleurs écrémées de leurs meilleurs éléments compromet la qualité de l'enseignement, rend les apprentissages plus ardues pour les élèves, même sans la réforme. La taille des groupes, conjuguée à leur composition, reste donc un irritant majeur, comme les enseignantes et enseignants viennent de nous le dire à l'occasion d'une consultation dont les résultats ont été révélés hier.

Nous en avons aussi contre le processus d'évaluation des apprentissages qui refuse d'apprécier les connaissances, avant le développement des compétences, et nous en avons contre les échelles d'appréciation des résultats des élèves qui éliminent la possibilité d'échec. L'obligation de reconnaître la réussite a son pendant, celui, le cas échéant, de constater l'échec.

La Fédération des syndicats de l'enseignement participe à la Table de pilotage de la réforme, où elle a l'occasion de faire valoir ses recommandations et ses critiques. Elle s'est dissociée au mois d'août des résultats d'une évaluation provisoire des résultats de la réforme au primaire, jugeant que les recommandations étaient trop timides, et l'appréciation des résultats trop complaisante.

La FSE est en démarche de consultation auprès de ses membres, démarche qui pourra notamment recommander qu'on revienne à une promotion annuelle plutôt que par cycle, pour que les services nécessaires puissent être plus rapidement rendus disponibles aux élèves dans le besoin.